

LE CAFE POLITIQUE

La France en déclin : mythe ou réalité ?

avec Jacques Marseille

**lundi 13 juin 2005 (salle des fêtes du stade municipal
de Courbevoie)**

COMPTE-RENDU

C'est avec Jacques Marseille, professeur à l'Université de Paris-I Panthéon Sorbonne et Directeur de l'Institut d'histoire économique et sociale que le cycle des conférences du Café Politique a été brillamment inauguré.

Près de deux cents de personnes se sont rendues le 13 juin 2005 au stade municipal, répondant à l'invitation lancée par Le Café Politique, association nouvellement créée et soutenue par Jacques Kossowski, Député-Maire de Courbevoie, et dont Michel Chambers est le Président. Le Café Politique propose de débattre de sujets de société, de politique, au sens de réveiller la conscience collective et l'intérêt à la « cause commune » sur le plan local ou national. Ce qui, après les récents dénouements électoraux, ne peut être que bienvenu. Des faits que Jacques Kossowski n'a pas manqué de rappeler dans son allocution d'introduction à cette soirée. En effet, Michel Chambers étant en déplacement n'a pu animer cette première édition.

INTRODUCTION DE JACQUES KOSSOWSKI

Jacques Kossowski a en premier lieu remercié les membres de l'association qui ont beaucoup travaillé, qui ont mis sur leur temps personnel pour permettre l'organisation de cette soirée avec une mention particulière à Michel Chambers, qui est le « catalyseur de l'aventure » et qui a assuré la coordination de cette équipe sympathique et motivée.

Au lendemain du référendum du 29 mai et des résultats des derniers scrutins électoraux, le thème choisi « La France en déclin : mythe ou réalité ? » était particulièrement en phase avec l'actualité ainsi qu'avec les préoccupations des concitoyens. La mobilisation de la salle dans le débat animé qui s'en est suivi, l'a très justement prouvé.

Jacques Kossowski : « Ce Café Politique intervient deux semaines après le rejet de la constitution européenne par les Français. Nous avons vraiment le sentiment de vivre une crise grave et profonde. Permettez-moi de vous livrer en préambule à notre réflexion quelques éléments et quelques chiffres :

- La question du chômage, qui ronge notre pays depuis des décennies (10% de la population active aujourd'hui)
- L'ascenseur social bloqué (environ 100.000 jeunes sortent chaque année du système scolaire sans diplôme ni qualification)
- L'énorme difficulté à faire des réformes, dans un État paralysé par la peur du blocage syndical (voir la difficulté avec la proposition de loi sur le service garanti dans les transports publics). Tous ces sujets vont être repris et commentés par notre invité Jacques Marseille*.

Qui, mieux que Jacques Marseille, pouvait en effet venir nous éclairer sur le risque de déclin, voire de décadence de notre pays ?. Je lui cède donc bien volontiers, et sans plus tarder, la parole ».

INTERVENTION DE JACQUES MARSEILLE

Jacques Marseille : Y a-t-il un déclin de la France ?

« A l'issue du Référendum et du rejet de la constitution européenne, nous sommes effectivement en droit de nous interroger sur l'état de la France aujourd'hui. Dans mon ouvrage : « *La guerre des deux France, celle qui avance et celle qui freine* » (2004), j'ai mis au jour volontairement avec un titre guerrier, polémique, ce sentiment qu'il y aurait deux France qui cohabitent, celle qui fonctionne bien et celle qui fonctionne mal ; tout comme lorsque nous nous livrons une guerre en nous-mêmes entre ce qui va et ce qui ne va pas. Notre pays est en effet schizophrène, nous sommes les « champions toute catégorie de la consommation d'antidépresseurs ». Alors pourquoi cette gifle donnée au monde politique dans son ensemble, cette réponse brutale : NON qui vient autant de l'électorat de droite que de gauche, qui s'exprime au travers de ce vote ? Quelles sont les raisons objectives de ce pessimisme et de cette insatisfaction ? Depuis l'automne 2003, date de la publication de l'ouvrage de Nicolas Baverez, *La France qui tombe* (Perrin), le déclin de la France fait l'une des actualités. Il alimente les prévisions pessimistes de ceux qui annoncent la faillite, de ce qui apparaissait comme le modèle d'une puissance moyenne ayant su combiner efficacité et cohésion sociale. Il suscite une crise identitaire qui se traduit par une poussée du suicide chez les jeunes par exemple. Obsédés par la perspective du déclin, les Français ont le sentiment que l'avenir leur échappe et qu'il sera moins gratifiant que par le passé. Au cœur de cette angoisse collective, la question de la place et du rang de la France dans le monde est essentielle et pourtant nos trente dernières années ne sont pas « piteuses », loin de là.

1) Les handicaps de la France

En effet, les trente dernières années de la France ne sont pas catastrophiques, bien au contraire, nous parlerons des atouts de notre pays en seconde partie de mon propos. Alors que la France reste aujourd'hui la cinquième puissance économique mondiale, le troisième exportateur de services, le 5^e pays d'accueil des investissements directs à l'étranger et le 2^e investisseur à l'étranger (après les Etats-Unis), elle aligne un certain nombre de handicaps. Le premier est incontestablement l'emploi. A taux de croissance égal avec les autres pays, la France crée beaucoup moins d'emplois. C'est à ce problème prioritaire qu'il faut s'attaquer :

1) La France a largement échoué à mettre fin aux inégalités face à l'emploi.

Son niveau de chômage perdure depuis vingt ans entre 8 et 10% de la population active. Elle souffre d'un fort déficit d'emploi des jeunes entre 16 et 25 ans (taux d'emploi de 24% contre une moyenne de 44% pour l'OCDE). En outre, seuls 34% des 55-64 ans ont un emploi en France contre 50% pour la moyenne de l'OCDE. « Le chômage est donc le véritable cancer de la France et c'est une insulte à la démocratie que de laisser penser que l'on va réussir à enrayer ce fléau en 22 mois, ce que l'on n'a pu réussir à faire en 25 ans ! ».

2) Deuxième souci de taille : « le porte-monnaie des Français », ou plutôt le rapport à la pauvreté.

C'est un triste fait, qui a été évoqué par Jacques Chirac pour la première fois. A ce jour, il y a dans notre pays deux fois plus de pauvres qu'il y a vingt ans. Les classes moyennes en premier lieu, sont frappées par l'érosion de leur pouvoir d'achat et elles ne bénéficient d'aucune aide réservée

« aux pauvres ». C'est cet électorat qui a donné une gifle au gouvernement le 29 mai dernier : « la France du milieu » a ainsi exprimé son mécontentement et ses craintes au travers des urnes. Car ce qui est touché, c'est le fondement de la démocratie : par ce régime les français espèrent que leurs enfants auront une meilleure vie, une situation plus confortable que la leur. Or pour la première fois, ils pensent qu'au contraire, l'avenir de leurs enfants sera plus difficile. Alors que la France dépense 30% de son PIB en dépenses sociales (le niveau le plus élevé des pays d'Europe avec les pays Scandinaves et la Belgique), le taux de pauvreté français, après transferts sociaux, se rapproche davantage de celui du Royaume-Uni qui a un niveau de transferts sociaux inférieur de 5% à celui de la France.

3) Le troisième élément, c' est la fracture que l'on peut constater entre le pays légal et le pays réel. Les Français n'ont plus confiance dans leurs institutions politiques. On peut rappeler cette faute majeure aux yeux de l'opinion notre « affaire du collier de la Reine » que constitue « l'affaire Gaymard ». Le divorce est prononcé entre l'élite et le pays réel. D'autant plus, lorsqu'un Daniel Bernard (PDG Carrefour) part à la retraite avec 30 millions d'euros...cela conforte le sentiment que le système va « péter », cela contribue à signaler le « mal-être » français.

II) Les atouts de la France

Malgré ces handicaps, la France présente un certain nombre d'atouts qui ne sont pas négligeables. Si un observateur étranger ne connaissait pas son climat social, il trouverait que la France va bien.

1) Tout d'abord, la France doit ses richesses à ses entreprises et leur évolution est considérable. Depuis vingt ans, la position internationale des entreprises françaises s'est nettement améliorée. Elles se classent désormais aux tout premiers rangs mondiaux : Axa, Carrefour, Renault, Lafarge, Accor, Total, LVMH, Sodexo, Bouygues, Vinci, Saint-Gobain. De plus, la productivité horaire est très bonne en France. La France bénéficie en effet, d'une productivité par heure de travail élevée, plus élevée même qu'aux Etats-Unis, qu'au Royaume-Uni ou qu'au Japon (3,7 dollars de 1990 par heure travaillée contre 22,5 au Japon). Le problème est que cette productivité exemplaire est réservée à ceux qui travaillent. et qu'il faudrait accepter une baisse de notre productivité horaire pour faire entrer plus de monde dans la course.

2) La France ensuite dispose d'un atout démographique réel : « les Françaises sont les seules à faire des enfants en Europe ! ». Alors que pendant près de deux siècles (1750-1945), elle a été, sur le plan démographique, « l'homme malade de l'Europe », elle est aujourd'hui, avec l'Irlande, le pays le moins atteint par l'effondrement de l'indice conjoncturel de fécondité (1,88). Ainsi, les prévisions démographiques lui attribuent à l'horizon 2050 61,8 millions d'habitants (+ 2,6 millions) alors que l'Allemagne perdrait 12 millions d'habitants, l'Italie 14 millions, le Royaume-Uni 500 000 et le Japon 18 millions d'habitants. Au sein des pays industrialisés, c'est désormais la France, avec les Etats-Unis, qui fait figure d'exception démographique.

« La France est un pays qui est prêt à rugir, mais dont le frein à main est serré à bloc ». Pour avancer, il faut donc mettre un terme à ce modèle français et non le défendre.

III) La crise du « modèle » français

En fait, comme je l'ai montré dans mon livre *La guerre des deux France* (Pion 2004), la France souffre surtout de la remise en cause d'un modèle historique confronté à des évolutions majeures.

Face au défi de ce qu'on appelle la mondialisation, elle est tentée de sombrer dans la nostalgie du passé, de vouloir sauvegarder à tout prix « l'exception française ».

Face aux défis de la mondialisation, les Français, selon un réflexe hérité de l'histoire, se sont tournés vers l'Etat pour résoudre les difficultés de tous ordres. Cela s'est traduit par un gonflement de la dépense publique. Entre 1975 et nos jours, la dépense publique est passée de 44% du PIB à 54% alors que dans la zone Euro, elle passait de 43 à 47%. La France est le seul pays qui a vu s'accroître le poids de la fonction publique et qui reste parmi les pays dont le taux de prélèvements obligatoires est le plus élevé. Il en résulte un double phénomène d'hypertrophie de la sphère publique et un déclin de sa capacité à répondre de manière efficace aux attentes de la société.

Le poids de la dépense publique est énorme, le service public, quelle merveille ! et quelle réussite ! lorsqu'on en juge aux dépenses de santé : l'espérance de vie est passée à 84 ans pour les femmes et à 76 ans pour les hommes, le taux de mortalité infantile est un des plus bas du monde : de 70 / 1000 en 1945 à 4 / 1000 en 2005. Pendant ce temps, l'endettement du pays s'accroît et le trou de la sécurité sociale est « abyssal »... De même, pour les dépenses liées à l'Education nationale, en performances comparées, la réussite de notre système d'enseignement place la France au 16^e ou 17^e rang mondial seulement... Alors que les autres pays dépensent moins que nous sur ce poste, leurs résultats sont meilleurs et notre système éducatif conduit bien souvent au chômage. Une spécificité française est que la dépense moyenne par élève de l'enseignement supérieur (8 680 euros) est du même ordre que celle par élève du secondaire (8 120 euros). Or, 15% des jeunes français sortent du système scolaire sans aucune formation, c'est intolérable ! La filière professionnelle technique, c'est la voie royale pour les « handicapés de l'avenir ». L'organisation du baccalauréat coûte 200 millions d'euros par an, 93% d'élèves sont reçus, 7% sont recalés ; ceux-là sont à la charge du contribuable pour environ 5 000 euros / an. Est-ce une bonne dépense ? En France, on est toujours à un moment ou à un autre, « des recalés de quelque chose ». On en arrive à ce que tous les Français soient potentiellement des recalés parce que notre système est conçu par sélection et non par émancipation.

Dans le domaine de l'emploi, les pouvoirs publics ont adopté des politiques inadaptées qui se traduisent par un faible nombre d'heures travaillées par habitant. Comme le font apparaître toutes les statistiques, l'essentiel des différences avec les performances des partenaires de la France s'explique par la moindre quantité de travail qu'elle mobilise. Ainsi, depuis vingt ans, la totalité de l'écart de croissance de la France avec les Etats-Unis ou le Royaume-Uni correspond à la différence d'évolution du total d'heures travaillées. De fait, la France est avant-dernière de l'OCDE pour le nombre d'heures travaillées par an et par personne, en âge de travailler. A côté de cela, nous sommes les « champions du monde » des dépenses sociales par rapport à notre PIB pour indemniser le chômage et non pour insérer les chômeurs. Ce qui revient à dire, que notre pays dépense beaucoup pour faire moins bien que les autres dans le domaine de la politique de l'emploi.

La France souffre enfin d'un syndicalisme à bout de souffle. Le taux de syndicalisation (8,2%), surtout élevé dans la fonction publique, est le plus faible des pays industrialisés. Cette faiblesse entretient la division et la surenchère parmi les organisations syndicales et nuit au dialogue social qui a permis, dans les autres pays de l'OCDE (Suède, Danemark, Canada, Royaume-Uni) d'amorcer les réformes indispensables ».

CONCLUSION DE JACQUES MARSEILLE

« Il faudra donc à nos gouvernants un courage terrible pour bouculer ces schémas et beaucoup de pédagogie pour résoudre les problèmes posés par le modèle français ».

DEBAT

Les nombreux Courbevoisiens, unanimement, se sont passionnés pour cette soirée qui leur a offert une tribune pour s'exprimer sur des sujets qui leur sont chers. Première édition réussie qui sera suivie par d'autres...

Compte rendu établie par Stéphanie ROUSSEAU pour L.C.P.

PDF Create! 2 Trial
www.scansoft.com

* « Focus » sur Jacques Marseille

. Historien, spécialiste des questions économiques et sociales ;

. Agrégé d'histoire et docteur d'État

. Professeur à l'université de Paris I- Panthéon Sorbonne

. Directeur de l'Institut d'histoire économique et sociale

. Auteur de nombreux ouvrages, aux titres un peu « provocateurs » :

—> *Lettre ouverte aux Français qui s'usent en travaillant et qui pourraient s'enrichir endormant* (1992)

—> *C'est beau la France. Pour en finir avec le masochisme français* (1993)

—> *Le grand gaspillage, les vrais comptes de l'État* (2002)

—> et puis : *La guerre des deux France, celle qui avance et celle qui freine* (2004).

PDF Create! 2 Trial
www.scansoft.com